



Depuis Toulouse, les agents des finances publiques en grève maintiennent la pression

> Opposés à la réforme de leur administration, les agents toulousains des finances publiques entament leur septième semaine de mobilisation. Ils manifesteront ce jeudi 14 mars dans les rues de la ville pour se faire entendre.



A deux jours d'une mobilisation nationale, les agents des finances publiques locaux maintiennent la pression. Ce mardi 12 mars, ils étaient plusieurs dizaines devant les grilles de leur direction régionale. Malgré le froid, les salariés se sont rassemblés tôt le matin pour bloquer temporairement l'entrée de leur siège, au 34 rue des Lois, à Toulouse. Les autres établissements toulousains (Carmes, cité administrative, Mirail, Rangueil) et du département (Muret et Saint-Gaudens) ont été bloqués par des piquets de grève.

Mais le véritable tour de force de ce mouvement devrait se passer dans la rue, ce jeudi 14 mars. Le personnel est invité à cesser le travail pour une journée de grève nationale. Ce mouvement de protestation prévoit également ce même jour une manifestation à Toulouse, dès 11h30, depuis la place Saint-Georges à la Bourse du travail.

« Le mouvement est disparate d'un département à un autre, concède Daniel Authier, de la CGT finances publiques. Nous espérons que cette mobilisation déclenche les initiatives auprès des autres directions pour instaurer un rapport de force national que nous n'avons pas. Il s'agit de la survie de l'administration, de la mission républicaine et régaliennne de l'impôt ».

"Industrialisation de nos tâches, fusion des services"

Depuis sept semaines déjà, les agents de la Haute-Garonne, soutenus par une intersyndicale Solidaires-CGT-FO-CFDT, mènent une « bagarre » contre la direction. Chaque mardi et jeudi, des actions symboliques sont menées devant les principaux sites pour protester contre la réforme de leur administration. « Nous nous opposons à l'industrialisation de nos tâches, à la fusion des services et à la suppression des trésoreries de proximité. Plus d'une vingtaine d'entre elles en Haute-Garonne devraient fermer au public », explique Christian Terrance, du syndicat Solidaires finances publiques. Il regrette que la dématérialisation entraîne « la coupure » du contact avec le public.

Dans le collimateur également des agents, le projet de réforme des finances publiques, qui concerne les 5,5 millions d'agents publics que compte la France. « Il s'agit tout simplement de la casse du statut de fonctionnaire, en ayant recours à la contractualisation des agents, aux CDD et à des missions », poursuit Christian Terrance, qui pointe aussi l'impact sur l'emploi. « On trinque depuis des années. Nous avons perdu 30.000 emplois en dix ans en France. On craint de perdre 250 postes d'ici trois ans dans le département », affirme-t-il.

Contactée par la rédaction de *ToulÉco*, la direction régionale n'a pas souhaité nous répondre.

Audrey Sommazzi

Sur la photo : les agents des finances publiques se sont mobilisés mardi 12 mars devant les locaux de leur direction régionale, à Toulouse. Crédits : A.S. - ToulÉco

2 Commentaires

• Depuis Toulouse, les agents des finances publiques en grève maintiennent la pression

Le 13 mars à 10:22 , par **Amélie**

Certains métiers peuvent être supprimés grâce à la digitalisation. Cela nous permet de réduire le coût de la collecte de l'impôt et donc de réduire la déperdition. C'est une chance pour les Français.

D'autres métiers, de type accompagnement aux populations plus en difficultés face aux nouvelles techno, ou des reconversions pourraient voir le jour. « Quelle valeur ajoutée est-ce que j'apporte dans un service ? », Suis-je indispensable... Ce sont des questions qu'il faut accepter de se poser.

Se braquer et refuser le changement ne s'inscrit pas dans le sens de l'histoire. Bon courage dans l'acceptation de ce changement qui est nécessaire pour tous.

[Signaler ce message](#)

[Répondre à ce message](#)

• Depuis Toulouse, les agents des finances publiques en grève maintiennent la pression

Le 13 mars à 13:38, par **Christian**

Mais Amélie cela fait bien longtemps que nous nous adaptions et que les fonctionnaires que nous sommes évoluent et parfois beaucoup plus souvent et plus vite que dans le monde de l'entreprise. Juste un exemple aux finances publiques nous devons chaque année nous adapter à la loi de finances qui modifie en profondeur la législation et souvent les applications informatiques en conséquence. Très souvent c'est même deux fois dans l'année avec une loi de finances rectificative.

Autre exemple, en 1982 le cadastre se dotait de la plus grosse base de données en Europe quand l'informatique balbutiait y compris dans le monde de la plupart des entreprises.

Juste dire aussi à Amélie que le prélèvement à la source coûte largement plus cher aux Français que ne coûtait le mode précédent de collecte et mobilise beaucoup beaucoup plus d'agents. Comme quoi ce qui semble moderne n'est pas forcément le plus efficace et de plus pas forcément le plus juste.

Alors nous ne nous braquons pas contre une modernité adoptée depuis bien longtemps, nous voulons rester au service des Français et particulièrement de celles et ceux à qui ladite modernité, loin d'être l'évidence décrite dans le message, est tout simplement interdite pour de multiples raisons.

[Signaler ce message](#)

[Répondre à ce message](#)